



Lettre d'information N°4 Février-Mars 2007

EUCIS-LLL

Plate forme européenne de la société civile pour l'éducation et la formation tout au long de la vie

EDITO

EUCIS-LLL est dans une nouvelle phase de développement. De plus en plus consultée par les institutions européennes, elle tente de porter la voix de la société civile dans le champs de l'éducation et de la formation.

La mise en œuvre de cadres de référence européens et l'importance donnée à l'éducation et à la formation pour atteindre une société de la connaissance et les objectifs de Lisbonne, nécessite que la société civile soit présente et entendue sur les directions qui sont prises au niveau européen. L'objectif consiste-t-il à former une main d'œuvre flexible ou bien aussi d'offrir aux citoyens les outils de leur émancipation intellectuelle et culturelle ? Et quel type de société voulons nous ? Si l'éducation et la formation offrent aux individus les nécessaires capacités d'adaptabilité et d'employabilité dans un monde globalisé, ils apportent également les bases culturelles, sociales et civiques essentielles à son épanouissant. Les autorités publiques doivent pouvoir se reposer sur la société civile organisée pour mettre en œuvre des politiques adaptées et comprises par les citoyens, en consultant activement les organisations de la société civile et en les soutenant. La démocratie participative doit enfin être comprise pour ce qu'elle est, un enrichissement de la démocratie représentative et en aucun cas son effacement.

Jean-Marc Roirant, Président de EUCIS-LLL

NESSE – PREMIERE RENCONTRE DU RESEAU D'EXPERTS EN SCIENCES SOCIALES DE L'EDUCATION

La plate forme EUCIS-LLL a été invitée à la première réunion du Réseau d'experts en sciences sociales de l'éducation (NESSE). Ce nouveau réseau, soutenu par la Commission européenne, va compléter le travail fait par le réseau EENEE (composé d'économistes de l'éducation, crée en 2004) pour apporter une perspective sociale. Ce réseau conseillera et soutiendra la Commission dans son analyse des politiques éducatives et des réformes et de leurs impacts au niveau national, régional et européen.

La réunion du 2 février 2007 avait pour objectif de présenter le suivi et les perspectives des initiatives de la DG EAC dans le domaine de l'éducation et de la formation sur lesquelles NESSE sera consulté. Mais

aussi de préparer le premier colloque conjoint NESSE et EENEE sur les analyses socio-économiques de l'éducation et la formation, pour la Commission européenne les 19-20 juin 2007.

La DG EAC a présenté ses futurs travaux pour 2007-2008 (communication sur les politiques d'éducation fondées sur la recherche et la pratique, recommandation sur une éducation de qualité, proposition sur ECVET, réforme de l'éducation supérieure, vraisemblablement communication sur les migrations et le LLL et une communication sur les futures perspectives). **Notre Assemblée générale (29 mars 2007) sera un temps fort pour voir comment notre plate forme peut être associée à ces travaux.**

LE GROUPE DE CONTACT DE LA SOCIETE CIVILE ET 50° ANNIVERSAIRE DU TRAITE DE ROME

EUCIS est devenue membre à part entière du Groupe de contact de la société civile (GCSC) en janvier après avoir été observateur depuis mai 2006. Le GCSC rassemble huit des plus importantes plate formes d'ONG dans le but de promouvoir la mise en œuvre des principes de la démocratie participative.

Ellinor Haase, Secrétaire générale de EUCIS-LLL, représente la plate forme dans ce groupe. Le 23 janvier, elle a participé avec d'autres représentants du GCSC à une audition publique avec Margot Wallström et José Manuel Barroso, vice-présidente et président la

Commission, sur la déclaration dans le cadre du 50° anniversaire du Traité de Rome au mois de mars de cette année. La cohésion sociale est un des enjeux clés soulignés. Mais, alors que nous savons tous que la situation sociale dépend du niveau d'éducation et de formation, le concept de LLL n'est pas directement mentionné dans la déclaration. **EUCIS-LLL devrait prendre position pour mettre en avant l'importance du LLL pour construire une société de la connaissance pour le futur de l'Europe.**

Discours de José Manuel Barroso sur la déclaration sur le futur de l'UE aux députés européens :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/07/14&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=em>

REUNION DU CONSEIL EDUCATION, JEUNESSE ET CULTURE , 16 FEVRIER 2007, BRUXELLES

Les ministres européens de l'éducation, réunis le 16 février 2007 à Bruxelles sous la présidence allemande du Conseil de l'UE, ont préparé leur message clé annuel en vue du Conseil de printemps. Le Conseil a notamment réaffirmé l'importance d'investir dans l'éducation et la formation pour la réussite du processus de Lisbonne. Dans ce sens, les fonds structurels et le programme communautaire LLL doivent être pleinement utilisés.

Les ministres ont débattu des perspectives de la politique d'éducation au-delà de l'année 2010. Deux thèmes pourraient être retenus pour l'orientation future à donner à la politique d'éducation européenne: le développement de l'éducation dès le plus jeune âge et le renforcement de la formation tout au long de la vie.

Selon Annette Schavan, Ministre fédérale de l'éducation et de la recherche, la coopération européenne en matière d'éducation a déjà sensiblement gagné en

dynamisme au cours des dernières années, «le développement considérable, en Europe, de l'encouragement à la mobilité, l'amélioration de la transparence et la reconnaissance des diplômes sont autant de signes de cette évolution » Cependant, aujourd'hui, les étudiants et les adultes apprenants allemands rencontrent encore des difficultés pour se déplacer en Allemagne, pour travailler ou étudier, car les 16 Landers ne reconnaissent pas toujours les diplômes et compétences des autres Landers.

Le conseil a également échangé sur les futures perspectives de la politique européenne de la jeunesse et a souligné la nécessité de donner plus d'attention au développement de la créativité des jeunes personnes, à l'esprit d'entreprise et à la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle.

Pour télécharger le dossier de presse :

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/press_data/fr/educ/92991.pdf

LIMITES DES CADRES EUROPEENS DANS LE CHAMPS DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

Après près de 20 ans de mise en œuvre, le système européen de crédits mis en place dans le cadre d'Erasmus pour faciliter la reconnaissance des périodes d'apprentissages à l'étranger, ETCS (Système européen d'accumulation et de transfert) reste très peu connu des étudiants.

Le Réseau d'étudiants Erasmus (ESN) est une association fondée en 1990 afin de soutenir et de développer les échanges étudiants. Chaque année, il lance une grande enquête sur les enjeux de la mobilité académique ou non. Les premiers résultats de l'enquête ENS 2006 montre que seuls 50% des étudiants Erasmus ont obtenu en 2006 la pleine reconnaissance de leur formation à l'étranger, 43% ont obtenu une validation partielle de leur cursus et 7% n'ont obtenu aucune reconnaissance de leur année à l'étranger. L'étude révèle également que seuls 3% des étudiants Erasmus ignoraient ce qu'était un ECTS. Cette situation est symbolique du manque criant de communication qui

existe entre ce qui est décidé au niveau européen et les citoyens.

Il est très important de prendre en compte ces difficultés lorsque l'on considère la mise en œuvre du nouveau cadre européen ECVET (système de crédits d'apprentissage européens pour la formation et l'enseignement professionnels). Cette fois, les Etats membres et la Commission européenne devraient impliquer les différentes parties prenantes de la société civile, ce qui n'est pas suffisamment le cas aujourd'hui, afin d'assurer la bonne mise en œuvre de ces dispositifs et garantir que les citoyens soient suffisamment informés par leurs Etats membres.

Site Internet de ESN:

<http://www.esn.org/>

Consultation sur ECVET :

http://ec.europa.eu/education/ecvt/index_fr.html

LA COMMISSION PRESENTE SES PRIORITES POLITIQUES POUR 2008

La Commission vient de publier sa stratégie politique annuelle pour 2008. Ce document est présenté chaque année vers le mois de mars et marque le début du cycle politique de la Commission. Il expose ses objectifs politiques, à savoir dans les quatre domaines stratégiques clés de la Commission Barroso : prospérité, solidarité, sécurité et liberté et renforcement du rôle de l'UE dans le monde.

Durant l'année 2008, la Commission tirera les enseignements des exercices de consultation lancés au sujet du réexamen du marché unique et du bilan de la réalité sociale. Ceux-ci déboucheront sur un ensemble d'initiatives concrètes. La Commission approfondira aussi son travail préparatoire sur le réexamen complet du budget afin d'établir un examen de synthèse en 2008-2009.

Pour la première fois, la Commission a recensé une série de dossiers transversaux qui relèvent et participent de plusieurs des objectifs stratégiques, voire de tous les objectifs stratégiques. Les principaux exemples sont l'énergie et le changement climatique, l'agenda de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et la migration. Il s'agit de dossiers qui doivent être traités

tant par les actions au sein de l'UE que par une approche globale avec des partenaires du monde entier.

Plus d'information sur :

http://ec.europa.eu/atwork/programmes/index_en.htm

RAPPORT SUR LA DISCRIMINATION A L'ENCONTRE DES JEUNES FEMMES ET DES JEUNES FILLES EN MATIERE D'EDUCATION

Considérant que "l'éducation est une valeur européenne essentielle", le Parlement a adopté un rapport sur la discrimination à l'encontre des jeunes femmes et des jeunes filles en matière d'éducation le 1^{er} février 2007. Il souligne que "l'éducation et la formation des filles et des femmes représentent un droit humain et un élément essentiel permettant de jouir pleinement de tous les autres droits sociaux, économiques, culturels et politiques".

Le rapport met en évidence le fait que les femmes sont confrontées à des restrictions liées à leur sexe. Il identifie ainsi un certain nombre de causes comme le fait que "les tâches ménagères et familiales continuent d'être accomplies, en grande partie, par les femmes", limitant ainsi la possibilité d'accéder à l'apprentissage tout au long de la vie, ou encore la difficulté d'accès à l'éducation pour les familles à bas revenus, "ce qui renforce la préférence traditionnellement donnée à l'éducation des garçons". Une situation qui est particulièrement sensible auprès "des


minorités nationales ou pour les jeunes femmes et les jeunes filles issues de l'immigration" pour lesquelles l'accès à l'éducation "est particulièrement limité, et/ou souvent marqué par la discrimination".

Le Parlement européen recommande aux Etats membres de mettre en place des politiques nationales qui garantissent aux filles de pouvoir poursuivre leur scolarité "jusqu'à l'âge minimal requis pour accéder légalement au marché de l'emploi". Il préconise aussi de différencier par genre les données statistiques sur l'accès à l'éducation qui restent incomplètes.

Pour suivre le processus législatif :

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/file.jsp?id=5354132>

PUBLICATION DE L'OCDE: L'ECOLE FACE AUX ATTENTES DU PUBLIC: FAITS ET ENJEUX


Pour beaucoup, une transition cruciale s'opère des modèles traditionnels de l'école vers les modèles de demain. Ainsi, des «systèmes dominés par l'offre» – obéissant à des procédures principalement dictées par les autorités éducatives, les établissements et les enseignants – seraient remplacés par des dispositifs plus sensibles à la demande. Mais qui demande quoi ? Cette demande est-elle reconnue par les établissements ?

Ce livre examine et clarifie les différents aspects du concept de « demande » en éducation à partir de données en provenance de onze pays, à savoir l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la Hongrie, le Japon, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et le Royaume-Uni.


Résumé :

<http://www.oecd.org/dataoecd/31/30/37942292.pdf>

Vous pouvez consulter l'étude sur :

<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/9606072E.PDF>

PUBLICATION DE ETF : LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR REDUIRE LA PAUVRETE


Le développement des compétences est de nouveau reconnu comme un moyen de combattre la pauvreté dans les pays en développement. Ne devrait-on pas alors en faire une priorité pour réduire la pauvreté dans les pays économiquement faibles dont l'économie est en transition?

C'est la question autour de laquelle s'est articulé le 2006 ETF Yearbook de la Fondation européenne pour la formation (ETF). Sous le titre générique de Skills development for poverty reduction (Le développement des compétences pour réduire la pauvreté), il aborde des sujets aussi divers que le soutien à l'inclusion par les FSE et l'incidence du développement des compétences sur la migration. La question récurrente

consiste à savoir si nous devrions continuer à craindre de traiter l'appauvrissement dans les pays en transition différemment de la pauvreté structurelle dans les pays en développement.

D'autre part, ETF organise une conférence à Rome le 21 mars 2007 pour sensibiliser le public sur l'importance de l'égalité dans l'éducation et l'emploi, dans le cadre du 50^e anniversaire du Traité de Rome. La conférence

portera sur comment l'enseignement et la formation professionnels peuvent augmenter la participation de groupes sous-représentés dans la société et renforcer leur position sur le marché du travail et dans l'entreprise.

Site Internet de la Fondation européenne pour la formation (ETF) :

<http://www.etf.europa.eu/>

NOUVELLES DES MEMBRES

Appel à candidatures

Séminaire Grundtvig/Comenius sur *Les difficultés de lecture et d'écriture et l'éducation des adultes*, organisé à Chypre, les 24-28 octobre 2007.

Ce séminaire est organisé dans le cadre d'un projet Grundtvig 1 FORWARD TRAINER. Il fait suite à un séminaire qui s'était tenu en avril 2006 à Chypre.

La date limite de candidature est le 15 mai 2007.

Contact:

Klitos Symeonides

Cyprus Adult Education Association (membre de EAEA)

klitossy@cytanet.com.cy

Tel. : 00357-99470810

Fax : 00357-22486714

RAPPEL

- 29 MARS 2007 : Assemblée générale de EUCIS-LLL, Bruxelles, 10h-17h

Avec la participation de Odile QUINTIN, directrice générale de la DG Education et Culture.

- 5 JUILLET 2007 : Audition publique sur l'éducation des adultes, Bruxelles, 14h-17h

Audition sur la communication de la Commission européenne d'octobre 2006 « Éducation et formation des adultes: il n'est jamais trop tard pour apprendre » en présence de personnalités.



CHANGEMENT IMPORTANT :

Compte tenu de la situation problématique des agences nationales Socrates Leonardo, notre séminaire de contact prévu du 31 mai au 2 juin 2007 devra être reporté au 6-9 décembre 2007. En effet, les agences ont appris en janvier que leurs conventions annuelles signées avec la Commission européenne n'étaient pas conformes aux règlements financiers. Si une solution provisoire a été trouvée, toutes les agences ne seront pas en capacité de traiter les demandes de mobilité pour le séminaire. Si nous voulons que toutes nos organisations puissent participer, nous avons préféré décaler de 6 mois. Nous nous excusons de ce changement de dernière minute et espérons que vous comprendrez la situation.

EUCIS-LLL est une plate forme européenne qui rassemble 12 réseaux ou organisations européens importants, actifs dans l'éducation et la formation tout au long de la vie : ACC (Association for Community Colleges), AEFP/EVTA (Association européenne pour la formation professionnelle), AEGEE (Association des états généraux des étudiants de l'Europe), AIVE/IAEC (Association internationale des villes éducatrices), EAEA (Association européenne pour l'éducation des adultes), ECSWE (Conseil européen pour l'Éducation Steiner Waldorf), EFFE (Forum européen pour la liberté dans l'éducation), EfVET (Forum européen pour la formation et l'enseignement professionnels), EUCEN (European University Continuing Education Network), EURO-WEA (Fédération européenne des travailleurs de l'éducation), FEEC (Fédération européenne de l'éducation et de la culture), SOLIDAR (regroupement d'ONG engagées dans l'action sociale, la solidarité internationale et l'éducation et la formation tout au long de la vie).